

## « Du fric pour l'hôpital public ! »

**Pour les services publics, pour nos salaires,**

**Tou-TE-s ensemble !**

Depuis le lundi 11 mai, une mobilisation pour imposer que des moyens soient accordés à la santé a démarré. Des rassemblements de soignantEs, accompagnés de celles et ceux qui les soutiennent, ont eu lieu à Toulouse et à l'hôpital pour enfants de Paris Robert-Debré, avant de s'étendre dans plusieurs hôpitaux, dans la perspective d'une grande journée de mobilisation pour la santé mardi 16 juin. Le développement d'un tel mouvement ouvre la possibilité d'une lutte sociale d'ampleur qui peut causer bien des soucis à Macron et à ses amis.

### **Le pouvoir veut éteindre l'incendie**

Forcé de rendre hommage aux hospitalierEs en « première ligne » pendant cette crise sanitaire, obligé de s'engager à « *mettre fin* » à la « *paupérisation* » des soignantEs, après avoir louvoyé en concédant une prime et des médailles, Macron veut désamorcer la crise en ouvrant pour sept semaines une concertation baptisée « Ségur de la santé » (du nom de la rue où se situe le ministère de la Santé)...

Concrètement, aucun changement de cap n'est prévu. Le plan « Ma santé 2022 » va continuer à s'appliquer, le gouvernement annonce des mesures sur l'investissement (locaux et équipements), une réforme de la « gouvernance » (pour donner plus de place aux médecins dans la gestion de l'austérité ?) et d'une privatisation rampante, avec la création d'établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC)... mais absolument rien sur la question centrale du recrutement et de la formation.

### **Mettons fin à l'« hôstérité » !**

Il n'y a pas de besoin d'un tel cirque rue Ségur pour savoir de quoi l'hôpital et ses personnels ont besoin. Depuis deux décennies, pour des raisons budgétaires, 100 000 lits ont été fermés dans les établissements hospitaliers par des gouvernements de gauche comme de droite. De plus, la création de 120 000 postes s'impose pour donner de l'air au service public hospitalier.

La question de la rémunération est au cœur des revendications de celles et ceux qui se mobilisent. Les soignantEs attendent plus qu'une prime, d'autant plus que touTEs ne la toucheront pas, ou pas à la même hauteur : elles/ils veulent une véritable revalorisation des salaires, car les infirmierEs français touchent 300 euros de moins que la moyenne européenne. Du coup, beaucoup, découragés par les conditions de travail, ne s'en sortant pas financièrement, abandonnent le métier au bout de quelques années ou cumulent de façon illégale leur métier avec un deuxième job. En « première ligne » certes, mais surtout en « premierEs de corvée » !

### **Mobilisation générale !**

Défendre les services utiles à la collectivité - que ce soit dans la santé, l'éducation ou les transports -, se battre pour une autre répartition des richesses en étant mieux payé - à

commencer par une augmentation générale des salaires de 300 euros -, autant d'exigences pour lesquelles l'ensemble du monde du travail doit lutter ensemble.

Cela concerne donc la santé - aux cotés des hospitalierEs et pour exiger des réponses aux urgences sanitaires (gratuité des masques, politique de dépistage massif) - mais aussi pour défendre nos emplois. Ainsi, alors que Renault a annoncé la possible fermeture de quatre site de fabrication en France, Le Maire, ministre de l'économie capitaliste, annoncé que l'État ne s'y opposait pas... A nous de construire une grande mobilisation pour refuser ces fermetures et garantir l'emploi en empêchant les licenciements. Enfin, pour la justice et l'égalité, a lieu ce samedi 30 mai une grande journée de manifestation à l'appel de la Marche des solidarités afin d'exiger la régularisation de tous les sans-papiers.

A l'échelon local comme national, sur nos lieux de travail et dans les quartiers, nous avons besoin de l'unité de notre camp social et de ses organisations (syndicats, associations et forces politiques) pour reprendre l'initiative. Pour déconfiner... nos colères, et assurer la reprise... des mobilisations, c'est le moment !

*Le NPA65, Tarbes, le mardi 26 mai 2020*